

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL****SEANCE ORDINAIRE DU 29 FEVRIER 2024
À 19H30****POINT n°XXII****Objet : Constitution du groupement de commandes pour la mise en œuvre de la vidéoprotection sur le territoire de la CCHVC et désignation d'un membre siégeant à la CAO pour représenter la commune du Mesnil-Saint-Denis***Le nombre de Conseillers Municipaux en exercice est de 29.**L'An Deux Mille Vingt-Quatre, le vingt-neuf du mois de février à dix-neuf heures et trente minutes.**Le Conseil Municipal de la Commune du MESNIL SAINT DENIS, dûment convoqué le 23/02/2024**par Monsieur le Maire, s'est assemblé à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Christophe BUHOT, Maire.***Étaient Présents**

C.BUHOT – B.BONNAIN – P.EGEE – E.LE LANDAIS – A.GUILLOUX – T.MARNET – S.ROUET – C.HOURIEZ – JP.FONCEL – T.LEPOULTIER – G.ROUBION – C.CLEMENT COURDIER – M-D.DELODDERE – D.BURNEL – E.MARTIN – T.LHUILIER – J.M.BRUISSON – V.DEZ – H.MENDES MARQUES – H.BATT-FRAYSSE – C.CHAUVIERRE – S.LEGRAND (jusqu'à 21h58) – L.DESCOLAS.

Représentés :

E. LANDA par H.BATT-FRAYSSE

L.CUIR par C.HOURIEZ

C.LEPRETRE par S.ROUET

S.LEGRAND par V.DEZ (à partir de 21h58)

C.SARNIGUET par A.GUILLOUX

C.VARLET par B.BONNAIN

C.LANTOINE par C.CHAUVIERRE

Absent : -**Madame Elisabeth MARTIN est nommée Secrétaire de séance**

VU la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique et notamment son article 65 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1411-5, L.2113-7 et suivants et son article L5211-4-4 ;

VU le code de la commande publique et notamment ses articles L.2113-6 et L.2113-7 ;

VU les statuts modifiés de la CCHVC ;

VU la délibération n° VI du Conseil Municipal du Mesnil-Saint-Denis en date du 30 septembre 2021 et portant désignation des membres de la Commission d'Appel d'Offres,

VU la délibération n° 2023.12.07 du conseil communautaire de la CCHVC en date du 19 décembre 2023 et portant constitution du groupement de commandes pour la mise en œuvre de la vidéoprotection sur le territoire de la CCHVC et désignation des membres siégeant à la CAO pour représenter la CCHVC ;

CONSIDERANT que plusieurs communes de la CCHVC projettent dans les prochaines années de mettre en œuvre ou de développer la vidéoprotection sur leur territoire, afin de répondre notamment à des préoccupations de sécurité publique ;

CONSIDERANT qu'il est apparu opportun à huit de ces communes souhaitant mettre en œuvre la vidéoprotection sur leur territoire (Choisel, Dampierre en Yvelines, Le Mesnil Saint Denis, Levis Saint Nom, Milon la Chapelle, Saint Forget, Saint Lambert des Bois et Senlis) de constituer un groupement de commandes pour mutualiser et ainsi optimiser les dépenses publiques en la matière ;

CONSIDERANT que la mutualisation est un axe prioritaire de l'action de la CCHVC qui souhaite ainsi favoriser une optimisation efficiente de la dépense publique mais aussi mener des actions inhérentes à la cohésion territoriale et au développement de l'intérêt communautaire ;

CONSIDERANT que conformément à l'article L.5211-4-4 du CGCT, la CCHVC peut intervenir, par convention et à titre gratuit, auprès de ses communes-membres regroupées en groupement de commandes pour passer et exécuter les marchés et ce, indépendamment du groupement de commande ;

CONSIDERANT le projet de Convention constitutive d'un groupement de commande pour la mise en œuvre de la vidéoprotection sur le territoire de la CCHVC ;

CONSIDERANT, la délibération n°2023.12.07 de la CCHVC constituant le groupement de commande pour la mise en œuvre de la vidéoprotection sur le territoire de la CCHVC,

APRES EN AVOIR DELIBERE, le Conseil Municipal,

- **DECIDE** de participer au groupement de commandes pour la mise en œuvre de la vidéoprotection sur le territoire de différentes communes membres de la CCHVC, sachant que la CCHVC apportera à ce groupement de commandes, à titre gratuit, son aide technique et administrative lors de la passation du ou des marchés ou accord-cadre, mais aussi si besoin pour la réalisation d'avenant à ce ou ces marchés ;

- **PRECISE** que les modalités d'intervention de la CCHVC, son rôle, ses missions et leurs conséquences sont détaillés dans la convention constitutive du groupement de commandes pour la mise en œuvre de la vidéoprotection sur le territoire de la CCHVC, et dans la convention conclue, en application de l'article L5211-4-4 du CGCT, entre la CCHVC et les membres du groupement de commande ;

- **PRECISE** que la convention constitutive du groupement de commandes pour la mise en œuvre de la vidéoprotection sur le territoire de la CCHVC, jointe à la présente délibération, définit l'objet de ce groupement, son fonctionnement ainsi que les modalités d'intervention et compétences de chacune des parties au présent groupement de commandes ;

- **PROCEDE** pour siéger à la CAO de ce groupement de commandes (cf. article 4 de la convention constitutive du groupement) à l'élection d'un membre titulaire et d'un membre suppléant pris parmi les membres de la CAO de la commune du Mesnil-Saint-Denis désignés par délibération n° **n°6 du 30/09/2021** et ce, conformément au code général des collectivités territoriales et au code de la commande publique prévoyant notamment que cette élection s'effectue à bulletin secret ou main levée, **étant précisé que le conseil municipal a à l'unanimité décidé de procéder à main levée.**

1 liste a été déposée.

Considérant le dépôt d'une liste de candidats :

Liste RENAISSANCE :

Eric LE LANDAIS : membre titulaire

Christophe BUHOT : membre suppléant

Est donc élu comme membre titulaire de la CAO du groupement de commande pour représenter la commune du Mesnil-Saint-Denis.

- **Eric LE LANDAIS : membre titulaire**

Est donc élu comme membre suppléant de la CAO du groupement de commande pour représenter la commune du Mesnil-Saint-Denis

- **Christophe BUHOT : membre suppléant**

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les actes et documents et à engager toutes les démarches utiles et nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

VOTE à main levée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus, et ont signé au Registre des Délibérations les membres présents.

Pour extrait certifié conforme,

Au MESNIL SAINT DENIS, le 11 mars Deux mil Vingt-Quatre.

Certifié exécutoire par le Maire
Compte tenu de l'envoi

• En Sous-Préfecture, le
• Et de la publication, le

1 2 MARS 2024

1 2 MARS 2024



Christophe BUHOT
Maire

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois à compter de son affichage en mairie.

REÇU EN PREFECTURE
le 12/03/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-078-2178 03972-2024 0312-CH_2024 0229